



Communiqué de presse



Paris le 5 novembre 2010

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## RAPPORT BOCKEL un rapport scandaleux

Pour les fédérations SUD Santé Sociaux et SUD Collectivités territoriales, ce rapport est une reprise des dispositions de la loi 2007 sur la prévention de la délinquance en insistant sur les aspects répressifs de la loi: suspension voire suppression des allocations familiales, stages de parentalité coercitif, renforcement de l'autorité de police du maire.

On retrouve dans le texte tous les clichés habituels renforcés par la mise en exergue de valeurs supposées républicaines qui se rapprochent de Travail, Famille, Patrie qui peuvent flatter les électeurs du Front National.

- L'idéologie de l'éducation par la sanction, par l'autorité retrouvée du père, du chef de famille, par la contrainte ou l'exemplarité individuelle.
- La nécessité du repérage, du fichage des populations: dépistage dès 3 ans des enfants, stigmatisation des familles d'origine étrangère, fichier national des jeunes déscolarisés.
- La justification de la sanction par l'amalgame «victimes-fauteurs»
- La culpabilisation des familles monoparentales, issues de l'immigration...
- La stigmatisation des étrangers et plus particulièrement les communautés du maghreb ou d'Afrique noire.

Le texte fait une suite de constats contestables sans analyses des origines et des causes des difficultés des familles, des jeunes, sans bilan des politiques menées qui apparemment ont failli...

La question des moyens est bien sûr éludée malgré un discours sur la nécessité de reconquérir l'espace public et d'augmenter les politiques de prévention.

En fait de politique ambitieuse de la jeunesse, la mission propose une liste de recettes individuelles ou marginales, incapables de répondre aux difficultés et besoins actuels de la population.

Ce texte émane d'une société malade, sur la défensive qui ne peut endiguer les conséquences de l'exclusion et de la misère qu'elle crée et qui donc tente encore une fois de mettre en avant la répression. Jusqu'où?

Les deux fédérations syndicales s'inquiètent des suites que le Président de la République pourra donner à ce texte et prennent d'ores et déjà contact avec toutes les organisations qui avaient déjà combattu la loi de 2007.

Contact: Mme Binot 06 83 20 48 07

Fédération Sud Santé-  
Sociaux  
"Solidaires - Unitaires -  
Démocratiques"  
70, rue Philippe de Girard  
75018 PARIS  
Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67  
Site internet :  
www.sud-sante.org  
Paris, le 5/11/10